

REGLEMENT D'INTERVENTION

Aide à l'immobilier d'entreprise Soutien aux entreprises de la 1ère transformation du bois 2022

OBJECTIFS

Ce règlement d'intervention permet de soutenir financièrement les entreprises de la 1ère transformation du bois dans la réalisation de leurs projets immobiliers, pour :

- Accompagner des projets d'investissement liés à l'outil de production des PME de la première transformation du bois pour améliorer leur compétitivité,
- Accompagner la construction, l'acquisition, l'extension, la rénovation et la déconstruction (suivie de reconstruction) de bâtiments s'inscrivant dans un objectif de transition écologique et énergétique : l'enjeu porte à la fois sur l'amélioration de la performance thermique des bâtiments mais également sur l'économie de foncier.
- Inciter à l'utilisation de bois d'origine locale dans la construction.

Ce dispositif est nécessaire pour avoir le dispositif complémentaire de la Région, aux taux encore plus avantageux.

DUREE

Le présent règlement est valable jusqu'au 31/12/2022.

BENEFICIAIRES

Sont éligibles :

- a) Les petites et moyennes entreprises, au sens du droit communautaire, soit les entreprises de moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros. De plus ces entreprises doivent être :
 - inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) relevant du secteur des travaux forestiers ou du secteur de la 1ère transformation du bois
 - ou disposer de l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) et oeuvrer dans le secteur des travaux forestiers ou de la 1ère transformation du bois.
- b) Les coopératives forestières

Définition des entreprises de 1ère transformation du bois : Sont éligibles les entreprises de 1ère transformation du bois, définies comme des entreprises :

a) Ayant pour code NAF :

- 1610A – Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
- 0240Z – Services de soutien à l'exploitation forestière

b) OU Réalisant un investissement relevant de la 1ère transformation du bois : sciage, tranchage, déroulage, fraisage, fendage ou broyage de bois ronds.

Les investissements liés à la production de plaquettes forestières ne relèvent pas de ce dispositif.

L'entreprise devra être à jour de ses obligations fiscales, sociales et des réglementations qui lui sont applicables.

Le projet de ces entreprises doit être localisé en Bourgogne-Franche-Comté.

A titre exceptionnel, les ETI (entreprises de taille intermédiaire, de 250 à 5000 salariés) pourront être éligibles si le projet est structurant pour le territoire (plus de 10 créations nettes d'emplois). Le taux d'intervention est de 1% avec une aide plafonnée par le règlement de Minimis (200 000 € d'aides publiques perçues sur trois ans glissant).

Sont exclues :

- les entreprises individuelles, les professions libérales et réglementées,
- les sociétés de portage du projet immobilier autres que la société d'exploitation.
- les SCI

NATURE

Subvention.

TAUX :

Sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes : 5% HT des dépenses subventionnable.

Inscription dans la limite du budget alloué.

MONTANT

Montant d'aide plancher de 300 €

Montant d'aide plafonnée à 5 000 €

FINANCEMENT

La subvention, calculée au prorata des dépenses réalisées, est versée en une fois sur présentation :

- d'un état récapitulatif des factures acquittées visé par la personne compétente ou par le comptable public ;
- d'un bilan financier visé par la personne compétente ou par le comptable public ;
- de la déclaration d'achèvement de travaux le cas échéant ;
- d'une attestation d'assurance du bâtiment ou de l'équipement de vente (pour les distributeurs automatiques) ;
- pour les projets immobiliers de construction neuve ou de rénovation globale soumis à l'éco-conditionné : rapport de test de perméabilité à l'air réalisé au moment de la réception du chantier.

L'aide versée sera proportionnelle à la dépense subventionnable réelle.

DEPENSES ELIGIBLES

- Les études (études archéologiques, études de sols, études thermiques), bâti (ossature, murs, bardage...), toiture (charpente, couverture), dallage, terrassement, électricité, plomberie, chauffage, isolation, peinture, fenêtres/volets, portes, VRD (voirie – réseau – distribution : gaz, électricité, eau, télécommunication), maîtrise d'œuvre, assurance, les coûts de déconstruction,
- pour les projets en bois local : dépenses de communication sur cet élément.
- seront prises en compte uniquement les dépenses postérieures à la date de dépôt de la demande d'aide.

Non éligibles : terrain, showroom, frais d'acte, aménagement extérieur, paysagiste, informatique, mobilier, alarme/vidéo surveillance, signalétique/publicité, l'auto-construction, le matériel d'occasion.

MODALITES DE DEMANDE

1. Rencontre avec un agent de la Communauté de communes de Saulieu, ou un partenaire désigné par la Communauté de communes, pour valider l'éligibilité de l'entreprise et des investissements envisagés (respect des critères d'attribution des aides).

2. Etablissement des devis par l'entreprise.

3. Regroupement des pièces administratives par l'entreprise. Pièces à joindre au dossier listées ci-après.

- Lettre de demande de subvention de l'entreprise adressée à la Communauté de communes de Saulieu.

Identité de l'entreprise :

- Statuts de l'entreprise (si existant).
- R.I.B. de l'entreprise, correspondant bien au demandeur de la subvention (compte professionnel).
- Extrait d'immatriculation au registre des actifs agricoles, répertoire des métiers et / ou au registre du commerce et des sociétés datant de moins de 3 mois.

Situation fiscale et sociale de l'entreprise :

- Trois dernières liasses fiscales.
- Comptes de résultat prévisionnel de l'année en cours et de l'année suivante, intégrant les évolutions liées à l'investissement subventionné.
- Organigramme fonctionnel et juridique de l'entreprise (sur le modèle fourni lors de la première rencontre).
- Pour les structures relevant de l'ESS, une copie de l'agrément ESUS en cours de validité ;

Projet de l'entreprise :

- Devis, projet d'acte de vente ou compromis.
- Titre de propriété des terrains, protocole d'accord de location simple ou de crédit-bail le cas échéant.
- Attestation du maître d'ouvrage arrêtant le montant total de l'opération.
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.
- Plan de financement (modèle de la Région, ou le modèle fourni sur demande).
- Une liste des aides perçues au titre du régime de minimis au cours de l'année en cours et des deux années précédentes ;

- Prévisionnel (modèle de la Région, ou le modèle fourni sur demande).
- Protocole d'accord de crédit-bail entre le maître d'ouvrage et l'entreprise, le cas échéant.
- Un avant-projet définitif avec le plan de situation, une note technique précisant les dispositions envisagées par le maître d'ouvrage et le détail des travaux, ainsi qu'un échancier prévisionnel de réalisation ;
- Une copie du récépissé de dépôt de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux et à terme, de l'arrêté accordant le permis ;
- Pour les projets de rénovation globale soumis à éco-condition : le calcul thermique réglementaire Th C E Ex réalisé par un bureau d'études thermiques et conforme aux travaux prévus ;
- pour les projets de rénovation partielle : l'attestation sur l'honneur du maître d'ouvrage de respect des garde-fous thermiques, dont le modèle est fourni en annexe 1.

4. Dépôt du dossier auprès de la Communauté de communes de Saulieu.

Le dépôt du dossier doit être préalable à tout commencement d'exécution du projet.

Les dossiers seront étudiés par ordre de dépôt dans la limite du montant des aides directes prévu annuellement.

5. Accusé de réception du dossier complet et autorisation de démarrage des travaux adressé à l'entreprise par la Communauté de communes de Saulieu. La date de l'AR vaut autorisation pour le démarrage des travaux. Cet accusé ne vaut pas attribution de la subvention.

Cet AR de réception du dossier est indépendant de celui d'un éventuel dossier d'aide à l'immobilier d'entreprise régional.

DECISION

Avis de la Commission thématique de la Communauté de communes de Saulieu. Puis attribution par notification de la Présidente.

Si le dossier est retenu, signature d'une convention avec l'entreprise fixant les modalités de versement.